

Un projet pharaonique mais vital pour 22 millions de personnes

L'étude devrait démarrer au début de l'année prochaine. Mais l'attente aura été longue. Le projet Transaqua est évoqué lors des sommets de la Commission du bassin du lac Tchad depuis vingt ans. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il est audacieux! Afin de renflouer le lac Tchad, condamné à disparaître d'ici à une vingtaine d'années si rien n'est fait, les Etats membres de la CBLT veulent détourner les eaux du fleuve Oubangui pour les amener jusqu'au lac Tchad... en passant par son affluent, le fleuve Chari. Soit un transfert d'au moins 1350 kilomètres. Mais qui dit transfert des eaux dit d'abord étude de compatibilité de celles-ci ainsi qu'examen des conséquences du drainage sur l'écosystème.

Avant de pouvoir commencer l'étude de faisabilité de ce projet, il a fallu trouver les moyens. Le Nigeria, puissance économique de la région, y a contribué à hauteur de 5 millions de dollars. Les quatre autres pays membre de la CBLT ont donné le million restant. Un peu symboliquement d'ailleurs. «Le Nigeria pourrait financer l'étude à elle seule», avoue Jonathan Tochem ancien directeur financier de la CBLT.

Ensuite fallait-il encore convaincre les deux Congos de ne pas s'opposer au projet, puisque l'Oubangui prend sa source en République démocratique du Congo avant de former la frontière entre ce dernier pays et le Congo-Brazzaville. L'accord des deux Etats est tombé il y a trois ans seulement.

Projet intégrateur

Reste enfin la volonté politique des Etats concernés. Si le ministre de l'Agriculture Mbaïlaou Lossimian parle de «souhait le plus ardent du gouvernement tchadien» de voir se concrétiser cette étude, d'autres acteurs estiment que les chefs d'Etat d'aujourd'hui ne comprennent pas les enjeux de l'assèchement. En clair, que le développement environnemental de l'Afrique passe au second plan.

Maintenant que tous les signaux sont au vert, l'espoir au sein de la Commission du bassin de voir le rapport d'étude autoriser l'aménagement d'un canal se fait clairement ressentir. «Transaqua semble pertinent, bénéfique et intégrateur», commente le directeur de l'information de la CBLT. D'autant que si le projet est réellement faisable, il permettrait au Tchad d'avoir une voie d'accès au commerce maritime. Cela jusqu'à l'océan Atlantique.

En même temps, un tel canal signifie la disparition de plusieurs villages sis sur les bords du lac Tchad actuel. Un prix que les chefs d'Etat se disent prêts à payer. Et que les populations locales ne voient pas d'un mauvais œil, pour le peu qu'elles en savent. «L'augmentation des eaux du lac favorise la reproduction des espèces», ajoute le ministre. Pour les 22 millions d'habitants des pays limitrophes, en cruel manque d'eau et donc d'aliments, le pari en vaut assurément le coup.